

ASS/GF/II/MG



2025-059

VILLE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES
DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU 22 MAI 2025

OBJET : APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 15 AVRIL 2025			
Nombre de conseillers en exercice : 33	Nombre de conseillers présents : 26	Nombre de votants : 30	Date de la convocation : 16 mai 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-deux mai à 18 heures, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est rassemblé au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch sous la présidence de M. le Maire, Gérard FORCADA.

Étaient présents :

M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, M. Guy VIVÈS, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Bernard FUMET, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Paul PUJOL, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Sylvie FUMET, Mme Martine JAFFUS, M. Thierry CAUMEIL, Mme Virginie JULIAN, M. Freddy NOLOT, M. Thierry DENARD, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Valérie FERRET, Mme Mireille SANTINI, M. Fabrice CASTELEYN, Mme Ginette BARRAU-FERRET, Mme Béatrice ARNAUD, Mme Marie-Claude MARTINEZ, Mme Marion FORATO

Étaient absents :

Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Dominique JOLIS, Mme Sophie BIRKENER, M. Laurent ROUGÉ, M. Didier JULIAN, M. Rémi PÉNAVAIRE,

Avaient donné mandat :

Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ à M. Gérard FORCADA, M. Dominique JOLIS à M. Michel MASUYER, M. Didier JULIAN à M. Guy VIVES, M. Rémi PÉNAVAIRE à Mme Béatrice ARNAUD

QUORUM : 17

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Gérard FORCADA

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Michel MASUYER

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 15 AVRIL 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le quinze avril à 18 heures, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est assemblé au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch, sous la présidence de M. le Maire, Gérard FORCADA.

Étaient présents :

M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Guy VIVÈS, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Bernard FUMET, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Paul PUJOL, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Sylvie FUMET, M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Valérie FERRET, Mme Mireille SANTINI, M. Fabrice CASTELEYN, Mme Ginette BARRAU-FERRET, Mme Béatrice ARNAUD, Mme Marie-Claude MARTINEZ

Étaient absents :

M. Dominique JOLIS, Mme Martine JAFFUS, M. Thierry CAUMEIL, Mme Sophie BIRKENER, M. Laurent ROUGÉ, M. Didier JULIAN, Mme Virginie JULIAN, Mme Marion FORATO

Avaient donné mandat :

M. Dominique JOLIS à Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, Mme Martine JAFFUS à M. Jean-Claude LAVAUD, M. Thierry CAUMEIL à Alain-Marc GARCIA, Mme Sophie BIRKENER à M. Bernard FUMET, M. Didier JULIAN à M. Guy VIVES, Mme Virginie JULIAN à Mme Sylvie DANRÉ, Mme Sophie BIRKENER à M. Bernard FUMET

QUORUM : 17

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Gérard FORCADA

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Sabrina FITO

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

Ordre du jour

Fonctionnement des institutions communales

Désignation de la secrétaire ou du secrétaire de séance

1. Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 20 mars 2025

Habitat et politique de la ville

2. Financement de projets retenus dans le cadre de l'appel à projets 2025 « Politique de la ville »

Culture

3. Mise à disposition d'un local privé pour une exposition d'œuvres artistiques liée au « Parcours citoyen 2025 » – Annexe

Économie et commerce de proximité

4. Aides à l'économie. Soutien à l'installation pérenne d'entreprises commerciales ou artisanales en centre-ville

Gestion des ressources humaines

5. Création d'un poste permanent de gestionnaire financier

Finances

6. Compte administratif 2024 Budget annexe assainissement (Modification) – Annexe
7. État des indemnités des élus – Annexe
8. Budget principal et Budgets annexes Eau potable et Assainissement 2025 et consolidation – Annexes
9. Fongibilité des crédits en fonctionnement et en investissement
10. Fixation du taux de la surtaxe Eau potable pour l'exercice 2025
11. Fixation du taux de la surtaxe Assainissement pour l'exercice 2025

Gestion du domaine communal

12. Acquisition de la parcelle AO N° 381 en vue intégration future dans le domaine public communal (Modification) – Annexe
13. Vente d'un bien immobilier communal – Parcelle cadastrée AE 284 – Annexe

Énergie et climat

14. Motion relative à la réforme du cas « FACÉ » portée par le SYADEN et l'entente des syndicats d'énergies en région – Territoire d'énergie d'Occitanie (TEO)

Questions diverses

NOTES EXPLICATIVES DE SYNTHÈSE

DOSSIER N° 1

CONSEIL MUNICIPAL DU 15 AVRIL 2025

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 20 MARS 2025

Voir le dossier envoyé

DOSSIER N° 2

CONSEIL MUNICIPAL DU 15 AVRIL 2025

PÔLE : DÉVELOPPEMENT ET POPULATION

THÈME : POLITIQUE DE LA VILLE

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : FINANCEMENT DE PROJETS RETENUS DANS LE CADRE DE L'APPEL À PROJETS 2025 « POLITIQUE DE LA VILLE »

La réforme de la géographie prioritaire officialisée par la loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine redéfinit les quartiers prioritaires à partir d'un critère unique de sélection : le revenu des habitants. Le centre-ville de Lézignan-Corbières ayant intégré, fin 2014, les territoires-cibles de ce nouveau dispositif, la commune bénéficie désormais de la politique de la ville pour la 11^{ème} année consécutive. Un contrat de ville a été rédigé et signé avec 18 partenaires, le 31 août 2015, dont l'État, la Caisse d'Allocations Familiales de l'Aude, le Conseil Départemental de l'Aude et la Région Occitanie. Il constitue le cadre unique de mise en œuvre de la politique de la ville recouvrant en effet à la fois les enjeux de cohésion sociale, de développement urbain et de développement économique, tout en permettant de formaliser les engagements pris par l'État, les collectivités territoriales et les autres partenaires de la politique de la ville au bénéfice des habitants du quartier défavorisé. Le contrat de ville s'appuie également sur le projet de territoire élaboré début 2015 et tient compte des enjeux nationaux identifiés par l'État et déclinés localement. Le lundi 25 mars 2024 a été signé en mairie de Lézignan-Corbières le nouveau contrat de ville 2024-2030. Il a été approuvé par le conseil municipal du 27 mars 2024. L'appel à projets de la politique de la ville pour 2025 décline les 5 enjeux transversaux et les 3 priorités restreintes qui figurent dans ce second contrat de ville. Pour être éligibles, les dossiers déposés au titre de l'appel à projets 2025 doivent :

- s'inscrire dans les axes stratégiques définis dans le cadre du contrat de ville actuel.
- répondre aux objectifs définis dans le présent appel à projets pour être considérés comme prioritaires.
 - concerner le quartier prioritaire du centre-ville et avoir un effet levier sur le droit commun, les actions proposées dans le cadre du contrat de ville ne pouvant se substituer aux dispositifs existants.
 - identifier précisément les besoins auxquels l'action répondra, les objectifs qualitatifs et quantitatifs attendus ainsi que le déroulement précis de l'action.
 - démontrer la capacité du porteur de projet à réaliser son action dans les conditions fixées dans le dossier et à aboutir aux résultats attendus dans les délais (moyens mis en œuvre, compétence des intervenants, aptitude à mobiliser les publics cibles, etc...).

En ce qui concerne la cité éducative, elle est désormais pleinement intégrée à la politique de la ville dont elle constitue le pilier « Education ». Ses axes majeurs sont :

- Lutter contre le décrochage scolaire, pour le raccrochage des élèves et la persévérance scolaire.
- Développer et valoriser les attitudes citoyennes sur le territoire.
- Ouvrir le champ des possibles en favorisant l'insertion socio-professionnelle l'orientation scolaire et l'emploi.

Pour rappel, la cité éducative se déploie bien au-delà de la seule question de la scolarité car elle se doit de constituer un laboratoire d'expériences, un moyen de transformation de nos modes d'intervention

ainsi que de nouveaux modes de coopération. La cité éducative concerne donc les établissements du premier degré ainsi que les collèges et lycée de Lézignan-Corbières situés hors du QPV. Quant au public impliqué, la cité éducative vise les enfants de 0 à 25 ans et leur famille. C'est donc l'ensemble des tranches d'âges et des périodes charnières qui sont ciblées (les 0-3 ans et 3-6 ans/ 6-15 ans/ les 16-18 ans et les 18-25 ans). Sont également intégrées l'approche des publics spécifiques (familles monoparentales, jeunes parents, décrocheurs scolaires, enfants en situation de handicap...), les questions de genre, l'égalité femmes/hommes ainsi que les transitions (environnement, santé...)

Lors de sa réunion du 14 février 2025, le comité de pilotage du contrat de ville et de la cité éducative de Lézignan-Corbières a décidé de retenir un certain nombre de projets qui répondaient aux conditions exposées ci-dessus, parmi lesquels la ville de Lézignan-Corbières a été sollicitée afin d'allouer un certain nombre d'aides financières.

Il est donc proposé au Conseil municipal :

1/ D'approuver le versement des subventions suivantes au titre de l'appel à projets de la politique de la ville/cité éducative pour 2025 :

Porteurs de projet	Intitulés	Coût du projet	Montant subvention commune
MLOA	Gaming House de l'insertion	31 000	3 000
MP2 Environnement	Parcours Être	35 710	10 000
Compagnons Bâtisseurs	ARA locataires	45 600	6 000
Compagnons Bâtisseurs	Journée de formation	22 285	5 000
La Ruche développement	Créathon : une action pour s'initier à l'entrepreneuriat	3 900	1 000
CMA 11	Entrepreneuriat au service des quartiers prioritaires	10 710	5 692
Entrepr. pour apprendre	Mini-entreprises	15 500	3 000
Conduite Intérieure	Théâtre la Source	35 500	2 000
MP2 Environnement	Outil'Othèque	26 539	4 000
MP2 Environnement	Ecol'Bricolo	8 125	1 500
SEVE	Favoriser émancipation, bien-être des enfants et des jeunes grâce à approche philosophique	27 174	1 000
Compagnie 4ème Acte	Projet Pandore	21 300	5 000
CIDFF	ISPG + Violences conjugales	12 975	4 085
FACE Aude	La fabrik inclusive : l'entreprise et moi	21 200	1 500
Petits Débrouillards	Parcours scientifique	38 370	5 000
Unis Cité	Booster Pro	77 747	6 000
Petit à petit	Rencontres parents	4 840	2 420
MJC	Actions d'été, automne, hiver au cœur de l'espace public	17 050	1 000
MJC	Insertion des jeunes : apprendre par le faire	51 075	3 500
MJC	Encourager à la pratique sportive : et l'usage du vélo	19 892	2 000
MJC	Parcours ludique, scientifique et culturel au cœur de la Micro-Folie	24 265	2 000
PEPS Aude	CLAS primaires et collèges	17 630	3 781
PEPS Aude	La parentalité numérique	4 656	1 500
PEPS Aude	LM+ Petits et grands	7 780	3 000
AARJIL	Compréhension des familles gitanes	17 000	4 500
AMI	Projet socio-éducatifs : CLAS, IEP: Lien social & Mixité, Lire et écrire au quotidien, Ateliers sociolinguistiques pour les jeunes, Travail théâtral autour de la santé	53 000	11 000
GEEAUDE	Jardins Citoyens. Animations et partage	19 590	2 600
MLOA/PAEJ	Actions intergénérationnelles jeunes 12/25ans et leur entourage	35 600	1 000
Montants		840 803	102 078

2/ D'autoriser M. le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 3

CONSEIL MUNICIPAL DU 15 AVRIL 2025

PÔLE : DÉVELOPPEMENT ET POPULATION

THÈME : ÉDUCATION, ANIMATION ET JEUNESSE

RAPPORTEUR : SABRINA FITO

OBJET : MISE À DISPOSITION D'UN LOCAL PRIVÉ POUR UNE EXPOSITION D'OEUVRES ARTISTIQUES LIÉE AU « PARCOURS CITOYEN 2025 » – ANNEXE

Dans le cadre de la politique de la ville, le parcours citoyen est un évènement majeur afin de sensibiliser la population et particulièrement les élèves des écoles aux valeurs de la citoyenneté et de la République. Le parcours citoyen aura lieu du 23 avril au 31 mai 2025.

Cette année, l'Espace GIBERT est indisponible pour programmer des expositions relatives au parcours citoyen. Le palais des fêtes accueillera sur cette même période plusieurs expositions, telles que : l'ONAC/ SNENM, les ailes d'hier et d'aujourd'hui, la patrouille de France, les panneaux de 1945, les symboles de la République et les médailles militaires, les panneaux de DDEN.

Ainsi pour faire suite aux demandes formalisées par les artistes peintres lors du comité de pilotage du parcours citoyen du 06 mars 2025, il était essentiel de trouver un local permettant d'accueillir les œuvres des artistes et des élèves qui participent au « parcours citoyen ».

La citoyenneté et les valeurs de la République doivent être accessibles sous diverses formes pour les différents publics. Les artistes souhaitant participer à l'évènement du parcours citoyen devraient pouvoir exposer leurs œuvres.

Un local facile d'accès pour la population et les écoles, situé en centre-ville, serait avantageux. Ainsi, un lieu répondant à ces critères a été trouvé, avec la possibilité d'une mise à disposition gratuite.

La SCI BLIZZARD, située au 7 Cours de la République, a proposé à titre gracieux d'accueillir les expositions des artistes et les initiations à l'art des élèves durant ce parcours citoyen.

Une convention de mise à disposition à titre gracieux doit ainsi être établie entre le gérant de la SCI BLIZZARD et la commune pour la période du 23 avril au 31 mai 2025.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

1/ D'approuver la convention de mise à disposition du local situé 7 Cours de la République à titre gracieux.

2/ D'autoriser Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer

DOSSIER N° 4

CONSEIL MUNICIPAL DU 15 AVRIL 2025

PÔLE : DÉVELOPPEMENT ET POPULATION

THÈME : ÉCONOMIE ET COMMERCE DE PROXIMITÉ

RAPPORTEUR : SYLVIE DANRÉ

OBJET : AIDES A L'ÉCONOMIE. SOUTIEN À L'INSTALLATION PÉRENNE D'ENTREPRISES COMMERCIALES OU ARTISANALES EN CENTRE-VILLE

Par les délibérations n° 2018-031 du 27 mars 2018, n° 2019-144 du 13 novembre 2019 et n° 2021-139 du 13 décembre 2021, le conseil municipal a décidé de mettre en œuvre une aide directe à l'installation ou à la reprise d'entreprises commerciales ou artisanales en cœur de ville.

Cette aide a pris la forme d'une subvention individuelle d'un montant total plafonné à 3 000 € dont la première partie, soit 1 500 euros, est versée au bout de 6 mois d'exercice effectif de l'activité, et la seconde, soit les 1 500 euros restants, après 12 mois.

La commission municipale qui s'est réunie le 28 mars 2025 a émis un avis favorable pour les dossiers suivants :

- a) Versement de la 1^{ère} partie.
 - Restaurant « O 'Local » implanté 14, rue Joseph Anglade géré par Anne-Marie SANCHEZ. Le dossier est réputé complet.
- b) Versement de la 2^{ème} partie.
 - Brasserie « CAP » implantée 19, avenue du Maréchal Joffre gérée par Christian et Sandra CAPDEVILLA.

- Centre de beauté « Tania beauty bar » situé 1 cours de la République géré par Tania BESSA DE OLIVEIRA.
- Tapissier d'ameublement « L'atelier du siège » situé 10, rue Marceau géré par Carole BUI VIET LINH.
- Magasin de lingerie et d'accessoires « Les petites modeuses » situé 47, cours Lapérouse géré par Isabelle SERRURIER.

Il est donc proposé au Conseil municipal :

1/ D'approuver les propositions de la commission municipale telles que détaillées ci-dessus.

2/ De verser les subventions sur l'exercice budgétaire 2025, sous conditions prévues par les délibérations susvisées, selon les crédits inscrits au compte 20422, opération 252 du Budget principal 2025

3/ D'autoriser M. le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 5

CONSEIL MUNICIPAL DU 15 AVRIL 2025

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : RESSOURCES HUMAINES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : CRÉATION D'UN POSTE PERMANENT DE GESTIONNAIRE FINANCIER

Vu le Code général de la fonction publique,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le décret n°2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir des emplois permanents de la fonction publique territoriale ouverts aux agents contractuels

Vu le tableau des effectifs existant,

Vu les crédits inscrits au budget,

Les besoins du service nécessitent la création d'un emploi permanent de gestionnaire financier au sein du Pôle Ressources de la commune.

La création d'un emploi de gestionnaire financier à compter du 1^{er} juin 2025, est nécessaire pour mener à bien les missions quotidiennes du service des finances de la ville. En effet, la gestion budgétaire et comptable est essentielle pour répondre aux attentes de l'autorité territoriale.

Cet emploi est ouvert aux fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux.

L'emploi pourra être occupé par un agent contractuel recruté à durée déterminée pour une durée maximale d'un an en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires au vu de l'application de l'article L. 332-14 du Code Général de la Fonction publique.

Sa durée pourra être prolongée, dans la limite d'une durée totale de 2 ans, lorsque, au terme de la durée fixée au 2^{ème} alinéa de l'article L. 332-14 du Code Général de la Fonction publique, la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi par un fonctionnaire n'a pu aboutir.

L'agent assurera les fonctions de gestionnaire financier à temps complet pour une durée hebdomadaire de service de 35/35^{ème}.

La rémunération sera déterminée en prenant en compte la grille indiciaire de la fonction publique territoriale et notamment les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

1/ D'approuver la création d'un poste permanent de gestionnaire financier

2/ D'autoriser M. le Maire à procéder au recrutement d'un agent qui sera affecté à cet emploi et à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération

3/ D'inscrire au budget les crédits correspondants

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 6

CONSEIL MUNICIPAL DU 15 AVRIL 2025

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

RAPPORTEURE : CHRISTINE BÉNET

OBJET : COMPTE ADMINISTRATIF 2024 BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT
(MODIFICATION)

Vu les articles L. 1612-12 à L. 1612-14 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'article L. 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'article L. 2121-31 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M49 ;

Vu le Compte administratif 2023 Budget annexe Assainissement ;

Vu la Note de synthèse jointe au Compte Administratif 2024 ;

Vu la délibération n° 2025-35 du 4 avril 2025 ;

Cette délibération annule et remplace la délibération n° 2025-35.

Conformément aux articles L. 1612-12 à L. 1612-14 et L. 2121-31 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil municipal doit voter le Compte administratif Budget annexe Assainissement 2024 présenté par le Maire avant le 30 juin 2025.

Conformément à l'article L. 2121-14 du CGCT, dans les séances où le Compte administratif du Maire est débattu, le Conseil municipal élit son président. Dans ce cas, le maire peut assister à la discussion mais doit se retirer de la salle au moment du vote.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal de se prononcer sur les résultats du Compte administratif 2024, Budget annexe Assainissement selon les données modifiées exposées ci-dessous :

	INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT		ENSEMBLE	
Libellés	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
Résultats reportés (1)	0,00	106 407,98	0,00	320 581,76		426 989,74
Opérations de l'exercice (2)	365 219,08	328 828,62	375 488,55	382 814,79	740 707,63	711 643,41
TOTAUX CUMULES (1 + 2)	365 219,08	435 236,60	375 488,55	703 396,55	740 707,63	1 138 633,15
Résultat de clôture		70 017,52		327 908,00		397 925,52
Reste à réaliser (3)						
TOTAUX CUMULES (1 + 2 + 3)	365 219,08	435 263,60	375 488,55	703 396,55	740 707,63	1 138 633,15
RESULTATS DEFINITIFS		70 017,52		327 908,00		397 925,52

Le Maire, M. FORCADA s'étant retiré de la salle, il est demandé au Conseil municipal :

1/ De donner acte de la présentation faite de la modification du Compte administratif 2024 Budget annexe Assainissement.

2/ De constater la Comptabilité principale, les identités de valeurs avec les indications du Compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes.

3/ De reconnaître la sincérité des restes à réaliser.

4/ De voter et arrêter les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 7

CONSEIL MUNICIPAL DU 15 AVRIL 2025

POLE : RESSOURCES

THEME : FINANCES

OBJET : ÉTAT DES INDEMNITÉS DES ÉLUS – ANNEXE

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

Vu la loi Engagement et Proximité du 27 décembre 2019, et notamment ses articles 92 et 93 imposant des obligations de transparence en matière d'indemnités perçues par les élus locaux ;

Vu l'article L. 2123-24-1-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Il résulte des dispositions de la loi Engagement et Proximité que, chaque année, les communes, les départements, les régions et les EPCI à fiscalité propre doivent, par mesure de transparence, établir un état de l'ensemble des indemnités, libellées en euro, dont bénéficient les élus siégeant dans leur conseil, au titre de l'ensemble de leurs responsabilités, y compris au sein des sociétés locales ou syndicats au sens des livres VII et VIII.

Cet état est communiqué chaque année aux conseillers municipaux avant l'examen du budget de la commune.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal de bien vouloir prendre acte de l'état annexé à la présente.

DOSSIER N° 8

CONSEIL MUNICIPAL DU 15 AVRIL 2025

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : BUDGET PRINCIPAL ET BUDGETS ANNEXES EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT 2025 ET CONSOLIDATION – ANNEXES

Vu les articles L. 2312-1 à L. 2312-4 du Code général des collectivités territoriales relatifs au vote du budget de la commune ;

Vu la délibération n° 2025-17 du Conseil municipal du 04 avril 2025 relative au débat d'orientations budgétaires et approuvant le rapport d'orientations budgétaires ;

Conformément au Code général des collectivités territoriales et aux instructions budgétaires et comptables M57 et M49, le Conseil municipal doit adopter le budget principal et ses budgets annexes avant la date limite fixée par la réglementation. En conséquence, le Conseil doit se prononcer :

-Sur le Budget principal 2025 qui est proposé en équilibre en dépenses et recettes à hauteur de :

	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
BUDGET PRINCIPAL (En euros)	19 268 167,22	8 053 884,43	27 322 051,65

-Sur le Budget annexe 2025 EAU POTABLE qui est proposé en équilibre en dépenses et en recettes à hauteur de :

	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
BUDGET EAU POTABLE (En euros)	1 443 902,65	1 411 691,83	2 855 594,48

-Sur le Budget annexe 2025 ASSAINISSEMENT qui est proposé en équilibre en dépenses et en recettes à hauteur de :

	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
BUDGET ASSAINISSEMENT (En euros)	720 783,00	719 011,63	1 439 794,63

-Soit une consolidation comptable du budget principal et ses annexes à hauteur de :

CONSOLIDATION VOTE DES BUDGETS 2025			
	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
BUDGET PRINCIPAL (En euros)	19 268 167,22	8 053 884,43	27 322 051,65
BUDGET EAU POTABLE (En euros)	1 443 902,65	1 411 691,83	2 855 594,48
BUDGET ASSAINISSEMENT (En euros)	720 783,00	719 011,63	1 439 794,63
TOTALISATION (En euros)	21 432 852,87	10 184 587,89	31 617 440,76

Il est demandé au Conseil municipal :

1/ D'approuver le Budget principal 2025

2/ D'approuver le Budget annexe Eau Potable 2025

3/ D'approuver le Budget annexe Assainissement 2025

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 9

CONSEIL MUNICIPAL DU 15 AVRIL 2025

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

OBJET : FONGIBILITÉ DES CRÉDITS EN FONCTIONNEMENT ET EN INVESTISSEMENT

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 :

Vu la délibération n° 2023-130 du 27 septembre 2023 par laquelle la Ville de Lézignan-Corbières a fait application de l'instruction comptable M57 à compter du 1^{er} janvier 2024 ;

Il est nécessaire de procéder à un certain nombre de décisions préalables à cette mise en application sur le Budget principal 2025 de la commune de Lézignan-Corbières.

C'est dans ce cadre que la commune est appelée à définir la politique de fongibilité des crédits pour les sections de fonctionnement et d'investissement. En effet, la nomenclature M57 donne la possibilité pour l'exécutif, si le Conseil municipal l'y a autorisé, de procéder à des virements de crédits de chapitre à chapitre au sein de la même section, dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de la section.

Cette disposition permet de disposer de plus de souplesse budgétaire puisqu'elle offre au Conseil municipal le pouvoir de déléguer à Monsieur le Maire la possibilité de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5% du montant des dépenses réelles de la section concernée.

Cette disposition permettrait notamment d'amender dès que le besoin apparaîtrait, la répartition des crédits afin de les ajuster au mieux, sans modifier le montant global des sections. Elle permettrait également de réaliser des opérations purement techniques sans attendre. Dans ce cas, Monsieur Le Maire serait tenu d'informer l'assemblée délibérante des mouvements de crédits opérés lors de sa plus proche séance, dans les mêmes conditions que la revue des décisions prises dans le cadre de l'article L.2122-22 du CGCT.

Il est demandé au Conseil municipal :

1/ D'autoriser Monsieur Le Maire à procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5% du montant des dépenses réelles de chacune des sections (fonctionnement et investissement) déterminées à l'occasion du Budget principal 2025.

2/ D'autoriser Mr. le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

DOSSIER N° 10

CONSEIL MUNICIPAL DU 15 AVRIL 2025

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : FIXATION DU TAUX DE LA SURTAXE EAU POTABLE POUR L'EXERCICE 2025

Vu l'article L.2224-7-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu les articles L.2224-12-1 à L.2224-12-4 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M 49 ;

Vu la délibération 2024-151 du 19 décembre 2024 portant sur le calcul des redevances de consommation d'eau potable et performance des réseaux d'eau potable pour l'année 2025 ;

Vu la délibération du Conseil municipal n° 2025-42 du 04 Avril 2025 relatif au Débat d'Orientations Budgétaires 2025 et approuvant le rapport d'orientations budgétaires ;

Vu le contrat de délégation de service public de l'eau potable en cours, signé avec VEOLIA ;

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales et à l'instruction budgétaire et comptable M 49, le Conseil municipal fixe le montant de la surtaxe « Eau potable » applicable dans le cadre du contrat de délégation du service public de l'Eau potable conclu avec la société VEOLIA EAU.

Cette surtaxe vise à financer les investissements supportés par la commune et mis à la disposition du délégataire du service public.

Considérant les lourds investissements à financer pour la fin des travaux sur les conduites d'adduction liées à la construction du nouveau réservoir d'eau potable et les nouveaux travaux sur les réseaux existants.

Il est proposé au Conseil municipal :

1/ De fixer le montant de la surtaxe « Eau potable » à compter du 1^{er} janvier 2025 au taux de 0,61 €/m³.

2/ D'autoriser Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer

DOSSIER N° 11

CONSEIL MUNICIPAL DU 15 AVRIL 2025

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : FIXATION DU TAUX DE LA SURTAXE ASSAINISSEMENT POUR L'EXERCICE 2025

Vu l'article L.2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la compétence obligatoire de la commune en matière d'assainissement ;

Vu les articles R. 2224-19 à R. 2224-19-11 relatifs à la redevance en matière d'assainissement ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M 49 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2024-152 du 19 décembre 2024 relative au calcul de la redevance performance des systèmes d'assainissement collectif pour l'année 2025 ;

Vu la délibération du Conseil municipal n° 2025-42 du 04 Avril 2025 relative au Débat d'Orientations Budgétaires 2025 et approuvant le rapport d'orientations budgétaires ;

Vu le contrat de délégation de service public de l'eau potable en cours, signé avec la SAUR ;

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales et à l'instruction budgétaire et comptable M 49, le Conseil municipal fixe le montant de la surtaxe Assainissement applicable dans le cadre du contrat de délégation du service public d'assainissement conclu avec la société SAUR.

Cette surtaxe vise à financer les investissements supportés par la commune et mis à disposition du délégataire du service public.

Considérant les investissements à financer en vue de rénover le réseau assainissement et ainsi sécuriser l'approvisionnement des usagers du service public.

Il est proposé au Conseil municipal :

1/ De fixer le montant de la surtaxe assainissement à compter du 1^{er} janvier 2025 au taux de 0,309 €/m³.

2/ D'autoriser Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer

DOSSIER N° 12

CONSEIL MUNICIPAL DU 15 AVRIL 2025

PÔLE : DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES

THÈME : GESTION DU DOMAINE FONCIER COMMUNAL

RAPPORTEUR : MICHEL MASUYER

OBJET : ACQUISITION DE LA PARCELLE AO N° 381 EN VUE D'UNE INTÉGRATION FUTURE DANS LE DOMAINE PUBLIC COMMUNAL (MODIFICATION) – ANNEXE

Vu l'article L. 2241-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la proposition de la société GB IMMO, agissant en tant que promoteur pour la construction de l'EHPAD ANTINEA, de céder à la commune la partie de l'unité foncière au-delà de l'alignement défini par l'arrêté municipal n° 2024-051 sur la rue Gérard Philippe représentant environ 137 m² aujourd'hui propriété de la SCI LEZIGNAN et cadastrée section AO n° 381 ;

Vu l'arrêté individuel d'alignement n° 2024-051, l'extrait du plan cadastral, les plans de division et l'acte de vente ;

Vu la délibération n° 2024-115 du 22 octobre 2024 ;

La délibération n° 2024-115 approuvée par le Conseil municipal le 22 octobre 2024 doit être modifiée relativement au délai qui avait été fixé pour la réalisation des formalités notariales. En effet, il avait été mentionné que celles-ci devaient être effectuées avant le 31 décembre 2024. Afin de permettre la mise en œuvre de cette délibération, il est nécessaire de fixer ce délai à la date du 31 décembre 2025.

L'acquisition par la commune du terrain désigné, voué à intégrer le domaine public communal, permettra la construction d'un trottoir, en vue d'assurer la continuité piétonne sur le côté pair de la rue Gérard Philippe.

La cession de ce terrain est consentie par la SCI LÉZIGNAN pour un euro symbolique.

La totalité des frais d'acte et autres taxations liés à la cession de ce terrain sont à la charge du vendeur, étant précisé qu'il est prévu que la société GB IMMO cèdera également à terme et dans les mêmes conditions la parcelle cadastrée section AO n° 383.

Il est proposé au Conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à cet effet dont l'acte notarié à venir, étant précisé que l'acquisition devra être effective avant le 31 décembre 2025 ; dans le cas contraire la présente délibération deviendra caduque.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 13

CONSEIL MUNICIPAL DU 15 AVRIL 2025

PÔLE : SERVICES TECHNIQUES/ URBANISME

THÈME : GESTION DU DOMAINE COMMUNAL

RAPPORTEUR : MICHEL MASUYER

OBJET : VENTE D'UN BIEN IMMOBILIER COMMUNAL – PARCELLE AE 284 – ANNEXE

Vu le Code général des collectivités territoriales

Vu les articles L. 1111-1 à L. 1221-1 du Code général de la propriété des personnes publiques

La commune de Léznigan-Corbières est propriétaire d'un appartement au sein de la copropriété ESTADAS sur la parcelle cadastrée section AE n° 284 d'une superficie de 76,85 m² et située 2 rue Arago. Cet appartement est vacant depuis plusieurs années.

Monsieur Hakim ISARTI, par courrier en date du 14 février 2025, a fait part à la Ville de son intérêt d'acquérir ledit bien immobilier.

Après plusieurs échanges, Monsieur ISARTI a proposé d'acquérir ce bien pour un montant de 14 000,00 € à des fins d'habitation principale.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

1/ D'approuver la vente du bien immobilier cadastré section AE numéro 284 au prix de 14 000,00 € (quatorze mille euros) au bénéfice de Monsieur Hakim ISARTI, l'ensemble des frais de mutation et annexes étant à la charge du preneur,

2/ D'autoriser Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération, notamment l'acte authentique qui sera établi par un notaire désigné par Monsieur ISARTI, et dont la signature devra intervenir dans les six mois. A défaut, l'offre de vente deviendra caduque.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 14

CONSEIL MUNICIPAL DU 15 AVRIL 2025

PÔLE : SERVICES TECHNIQUES/ URBANISME

THÈME : ÉNERGIE ET CLIMAT

RAPPORTEUR : GUY VIVÈS

OBJET : MOTION RELATIVE A LA RÉFORME DU CAS « FACE » PORTÉE PAR LE SYADEN ET L'ENTENTE DES SYNDICATS D'ÉNERGIES EN RÉGION - TERRITOIRE D'ÉNERGIE D'OCCITANIE (TEO)

Monsieur le Maire indique que la loi de finances pour 2025 a introduit, dans ses articles 20 et 129, la réforme du financement des aides à l'électrification rurale qui prévalait avec la gestion du compte d'affectation spéciale (CAS) Facé.

L'enveloppe du CAS Facé est alimentée par un prélèvement annuel, auprès des gestionnaires de réseaux de distribution, sur les recettes du tarif d'utilisation des réseaux publics d'électricité (TURPE).

Ce système de financement, dont l'origine remonte à 1936, permettait le financement de l'entretien et de la modernisation des réseaux au moyen d'une ressource d'emploi provenant de l'utilisation des réseaux, et assurait une péréquation entre les zones urbaines et rurales. Dans le département de l'Aude, le Syndicat Audois d'Energies et du Numérique (SYADEN) est l'autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité en charge notamment de réaliser les investissements sur le réseau d'électricité au sein des zones d'électrification rurale au sens du classement du FACE. Ce sont ainsi 408 communes, sur les 433 que compte le département de l'Aude, qui sont bénéficiaires de ce financement pour réaliser des travaux en matière d'électrification rurale. Ces investissements s'élèvent annuellement à environ 10 M€ injectés dans l'économie locale par le SYADEN.

La modification de la loi conduit à ce que l'enveloppe des aides à l'électrification soit en partie financée par un prélèvement sur le produit national de l'accise sur l'électricité (TICFE). De nombreux syndicats départementaux d'énergie ont exprimé leur inquiétude face à cette réforme qui pourrait gravement affecter l'efficacité du service public de distribution d'électricité.

Les craintes sont de plusieurs ordres :

- L'incertitude quant à la pérennité des ressources issues du prélèvement sur la TICFE, dont le montant est susceptible d'évoluer chaque année en fonction du vote du budget de l'État (d'autant que l'augmentation initialement envisagée pour 2025 de la TICFE, qui était destinée à abonder le fonds d'électrification, a été rejetée par les parlementaires).
- La perspective que les fournisseurs d'électricité (assujettis à la TICFE) répercutent la charge sur les consommateurs.
- Une complexification du schéma de financement qui est alimenté par 2 sources (la TICFE pour 5/12^{ème} de l'enveloppe, et le TURPE pour 7/12^{ème}), et donc une difficulté accrue pour les syndicats à effectuer des anticipations de recettes.

Dans ce contexte, lors de sa dernière conférence des Président(e)s qui s'est tenue le 13/02/2025 à Rivesaltes, l'Entente des syndicats départementaux d'énergie, Territoire d'Energie d'Occitanie (TEO) a décidé d'approuver la motion ci-dessous afin que chaque syndicat puisse la relayer au sein de son territoire, en vue d'une adoption par chacune des communes pour porter celle-ci auprès des instances de l'État.

Dans ce contexte de développement des réseaux en zones rurales d'électrification pour accompagner le développement des territoires (nouveaux aménagements, renforcements et sécurisation du réseau,...) et accueillir les nouvelles installations de production d'électricité renouvelables nécessaires à la transition énergétique, le comité syndical du SYADEN réuni en date du 4 mars 2025, a adopté la motion portée par l'Entente TEO afin de la relayer pour approbation auprès des territoires de l'Aude dans l'optique d'interpeler les instances de l'État sur cette réforme impactante pour nos territoires.

Il est demandé au Conseil municipal :

1/ D'adopter la motion ci-annexée portée conjointement par le SYADEN et l'Entente des syndicats d'énergie en région Territoire d'Energie d'Occitanie (TEO),

2/ D'autoriser le Maire à porter cette motion auprès des instances de l'État et en particulier solliciter le Préfet du département de l'Aude sur ce dossier.



**territoire
d'énergie**

OCCITANIE PYRÉNÉE



**Les syndicats départementaux d'énergie expriment
leur vive inquiétude face à la réforme du financement
des travaux électriques dans les territoires ruraux.
Cette réforme pourrait gravement affecter l'efficacité
du service public de distribution d'électricité**

*Dans l'Aude, ce sont 10 M€
d'investissement annuel dans
l'électrification rurale et 408
communes rurales menacés par la*

Intégrée dans la loi de finances 2025, la réforme modifie les modalités de financement des aides à l'électrification rurale (compte d'affectation spéciale FACE). Historiquement basées sur un prélèvement auprès des gestionnaires de réseau dans le cadre du TURPE, permettant une péréquation entre zones rurales et urbaines, ces aides seront désormais partiellement financées par une fraction de la taxe nationale sur l'électricité (accise), susceptible d'évoluer chaque année en fonction du vote du budget. Ce changement risque d'affaiblir la capacité des syndicats à gérer et à financer les travaux nécessaires pour maintenir des réseaux électriques performants en milieu rural.

Plutôt que de simplifier le système, cette réorganisation pourrait entraîner une réduction importante des investissements consacrés aux défis de la transition énergétique et à la prévention des aléas climatiques, particulièrement dans les communes rurales déjà confrontées à une diminution de leurs financements. Les répercussions ne se limitent pas à une dégradation du service public, mais représentent également une véritable menace pour l'économie rurale, qui repose sur des infrastructures énergétiques fiables et résilientes. De plus, cette réforme risque d'impacter les marchés publics des entreprises locales chargées de la modernisation et du renforcement des réseaux électriques, et donc d'avoir un impact direct sur l'économie locale et l'emploi.

Une telle évolution pourrait nuire à la qualité du service public, d'autant que les syndicats d'énergie ont démontré au cours des dernières décennies leur efficacité dans la gestion locale des infrastructures.

Nous appelons l'État à la mise en place d'un cadre garantissant :

- la pérennité de la maîtrise d'ouvrage locale des travaux d'électrification rurale, essentielle à la résilience des réseaux ;
- le maintien et l'actualisation des volumes financiers consacrés à l'électrification rurale, dotant les territoires des capacités d'agir ;
- la prise en compte des spécificités locales dans la répartition des financements.

TENEUR DES DISCUSSIONS

Monsieur le Maire ouvre la séance à 18H00

M. FORCADA : Mesdames, messieurs, chers collègues, bonsoir à tous. La Secrétaire de séance aujourd'hui, Mme Sabrina FITO, elle va faire l'appel.

FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

Désignation de la secrétaire ou du secrétaire de séance

Mme Sabrina FITO est désignée comme secrétaire de séance.

Mme Sabrina FITO procède à l'appel des présents.

M. FORCADA : Le quorum est atteint. La séance ouverte. Nous passons donc au premier dossier.

1 – Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 20 mars 2025

M. FORCADA : L'approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 20 mars 2025. Y a-t-il des remarques ? Donc, je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité. Merci.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

HABITAT ET POLITIQUE DE LA VILLE

2 – Financement de projets retenus dans le cadre de l'appel à projets 2025 « Politique de la ville »

M. FORCADA : Deuxième dossier, c'est le financement de projets retenus dans le cadre de l'appel à projets « Politique de la ville ». L'appel à projets « Politique de la ville » pour 2025 décline les 5 enjeux transversaux comme d'habitude et les 3 priorités restreintes qui figurent dans ce second contrat de ville.

En ce qui concerne la cité éducative, elle est désormais pleinement intégrée à la politique de la ville dont elle constitue le pilier « Éducation » – de 0 à 25 ans, d'ailleurs.

Je précise que c'est un travail qui a été réalisé en collaboration avec tous les partenaires, que ce soit l'Éducation nationale, la CAF, l'État, etc., et qui a amené à sélectionner 28 projets pour un montant total de 840 803 €, dont la participation en subvention de la commune est de 102 078 €. Pour l'ensemble de ces 28 projets, quelques-uns qui sont un petit peu plus important au niveau financier pour la commune, notamment pour MP2 avec 10 000 € de subvention, les Compagnons Bâisseurs où il y a deux dossiers (6 000 et 5 000) pour nous, pour la ville ; le CMA 11 également à 5 692 € ; Compagnie 4^{ème} Acte à 5 000 € ; les Petits Débrouillards 5 000 € aussi ; l'Unis Cité 6 000 € – je ne vous cite ceux qui sont au-delà de 5 000 € – et l'AMI à 11 000 €.

Ces 28 dossiers qui ont fait l'objet de discussions, en sous-préfecture d'ailleurs, amènent, je crois, une vitalité à notre collectivité. Et je viens de recevoir il y a quelques jours, puisque j'ai parlé des cités éducatives, la confirmation de la ministre de la Reconversion pour trois ans des cités éducatives, mais avec un budget encore plus important, puisque nous bénéficions de 135 000 € pour la ville, dont 15 000 € pour le collège Rosa Parks qui est toujours tête de file dans toutes les cités éducatives. Pour les trois années à venir, c'est 150 000 € pour la ville et 15 000 €, toujours, pour le collège Rosa Parks. Donc 165 000 € au lieu des 135 000 €, donc 30 000 € de plus à investir sur l'ensemble des associations qui participent à l'action dont on vient d'évoquer une partie, au bénéfice de tous nos jeunes et un peu moins jeunes, puisque je dis bien, cité éducative, ça va de 0 à 25 ans.

Donc 135 000 €, c'était par an, mais c'est sur trois ans, donc là ça fait 150 000 € par an plus 15 000 € par an pour le collège, ça fait 165 000 € par an pendant trois ans.

Des remarques ? M. PUJOL.

M. PUJOL : Merci. Nous constatons dans ce dossier une grosse évolution du montant octroyé pour les subventions de la politique de la ville. Chaque année, ce montant augmente considérablement par rapport aux subventions de l'année précédente. Une croissance qui ferait certainement des envieux chez toutes les associations dans notre ville. Pour rappel, l'enveloppe des années précédentes attribuée à la politique de la ville était :

- En 2022 : 35 000 € à peu près ;
- En 2023 : presque 50 000 € ;
- En 2024 : 82 000 € ;
- En 2025 : 102 000 €.

Et dans cette dernière liste, il n'apparaît pas les projets de la ville de Lézignan, dont notamment le parcours de la citoyenneté. Nous nous interrogeons également sur l'efficacité de certains projets présentés. Des projets méritent certainement d'être soutenus, mais certains ont un intitulé qui laisse perplexe. Je ne donnerai que celui-ci : « compréhension des familles gitanes ». Existe-t-il un véritable contrôle sur l'efficacité et la pertinence de ces projets ? Certes, la politique de la ville est une action vertueuse que nous cautionnons. Mais la maîtrise des dépenses de l'argent public l'est aussi. Nous voterons toutefois ces subventions, car certaines méritent d'être soutenues. Merci.

M. FORCADA : Vous l'avez bien compris, c'est quand même un dossier qui n'est pas uniquement, je dirais, l'émanation de la ville, mais l'émanation d'un collège dont le département fait partie, bien entendu. Toutes les instances, que ce soit l'Éducation nationale, la CAF, etc., sont aussi autour de la table. Et c'est une décision qui est collégiale. Donc si on se trompe à plusieurs, pourquoi pas. Mais je pense qu'on est moins bête quand on est plusieurs que quand on reste tout seul. Donc, je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité, merci.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

CULTURE

3 – Mise à disposition d'un local privé pour une exposition d'œuvres artistiques liée au « Parcours citoyen 2025 » – Annexe

M. FORCADA : Sabrina FITO pour le dossier numéro trois, s'il vous plaît.

Mme FITO : Mise à disposition d'un local privé pour une exposition d'œuvres artistiques liées au « parcours citoyen 2025 ».

Dans le cadre de la politique de la ville, le parcours citoyen est un événement majeur afin de sensibiliser la population et particulièrement les élèves des écoles aux valeurs de la citoyenneté et de la République. Le parcours citoyen aura lieu du 23 avril au 31 mai 2025.

Cette année, l'Espace GIBERT est indisponible pour programmer des expositions relatives au parcours citoyen. Le palais des fêtes accueillera sur cette même période plusieurs expositions, telles que : l'ONAC, la SNENM, les ailes d'hier et d'aujourd'hui, la patrouille de France, les panneaux de 1945, les symboles de la République et les médailles miliaries, ainsi que les panneaux de DDEN.

Ainsi, pour faire suite aux demandes formalisées par les artistes peintres lors du comité de pilotage du parcours citoyen du 06 mars 2025, il était essentiel de trouver un local permettant d'accueillir les œuvres des artistes et des élèves qui participent au « parcours citoyen ».

La citoyenneté et les valeurs de la République doivent être accessibles sous diverses formes pour les différents publics. Les artistes souhaitant participer à l'événement du parcours citoyen devraient pouvoir exposer leurs œuvres.

Un local facile d'accès pour la population et les écoles, situé en centre-ville, serait avantageux. Ainsi, un lieu répondant à ces critères a été trouvé, avec la possibilité d'une mise à disposition gratuite.

La SCI BLIZZARD, située au 7 Cours de la République, a proposé à titre gracieux d'accueillir les expositions des artistes et les initiations à l'art des élèves durant ce parcours citoyen.

Une convention de mise à disposition à titre gracieux doit ainsi être établie entre le gérant de la SCI BLIZZARD et la commune pour la période du 23 avril au 31 mai 2025.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

- 1) D'approuver la convention de mise à disposition du local situé 7 Cours de la République à titre gracieux.
- 2) D'autoriser Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

M. FORCADA : Des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité, merci.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

ÉCONOMIE ET COMMERCE DE PROXIMITÉ

4 – Aides à l'économie. Soutien à l'installation pérenne d'entreprises commerciales ou artisanales en centre-ville

M. FORCADA : Sylvie DANRE pour le dossier quatre.

Mme DANRE : Bonsoir tout le monde. Aides à l'économie. Soutien à l'installation pérenne d'entreprises commerciales ou artisanales en centre-ville.

Par les délibérations du 27 mars 2018, du 13 novembre 2019 et du 13 décembre 2021, le Conseil municipal a décidé de mettre en œuvre une aide directe à l'installation ou à la reprise d'entreprises commerciales ou artisanales en cœur de ville.

Cette aide a pris la forme d'une subvention individuelle d'un montant total plafonné à 3 000 € dont la première partie, soit 1 500 €, est versée au bout de 6 mois d'exercice effectif de l'activité, et la seconde, soit les 1 500 € restants, après 12 mois.

La commission municipale qui s'est réunie le 28 mars 2025 a émis un avis favorable pour les dossiers suivants :

- a) Versement de la 1^{ère} partie.
 - Restaurant « O 'Local » implanté 14, rue Joseph Anglade géré par Anne-Marie SANCHEZ. Le dossier est réputé complet.
- b) Versement de la 2^{ème} partie.
 - Brasserie « CAP » implantée 19, avenue du Maréchal Joffre gérée par Christian et Sandra CAPDEVILLA.
 - Centre de beauté « Tania beauty bar » situé 1 cours de la République géré par Tania BESSA DE OLIVEIRA.
 - Tapissier d'ameublement « L'atelier du siège » situé 10, rue Marceau géré par Carole BUI VIET LINH.
 - Magasin de lingerie et d'accessoires « Les petites modeuses » situé 47, cours Lapérouse géré par Isabelle SERRURIER.

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- 1) D'approuver les propositions de la commission municipale telles que détaillées ci-dessus.
- 2) De verser les subventions sur l'exercice budgétaire 2025, sous conditions prévues par les délibérations susvisées, selon les crédits inscrits au compte 20422, opération 252 du Budget principal 2025
- 3) D'autoriser M. le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

M. FORCADA : Des questions ? Donc, nous pouvons passer au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité. Je vous remercie pour nos commerçants. Et nous sommes très fiers de participer,

la ville, bien sûr, mais aussi au travers de notre contribution à l'intercommunalité qui y participe également depuis peu en doublant le montant que nous attribuons.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

5 – Création d'un poste permanent de gestionnaire financier

M. FORCADA : Dossier numéro cinq, la création d'un poste permanent de gestionnaire financier. Souhaitant demeurer à l'écoute de vos observations et tenant compte de vos remarques formulées à plusieurs reprises lors de nos précédentes séances, il nous est apparu indispensable de renforcer les moyens alloués au service comptabilité. Dans ce cadre, il a été décidé la création d'un emploi permanent. Cette décision vise à améliorer l'efficacité et l'efficience de ce service, pilier essentiel de notre administration. Ce renfort permettra non seulement une meilleure gestion quotidienne des opérations comptables, mais aussi une plus grande réactivité face à vos demandes, parfois nombreuses et complexes, qui peuvent ralentir le bon déroulement des missions courantes. Avec ce nouveau poste, de nouvelles perspectives s'ouvrent pour accompagner les élus de manière plus précise, plus rapide et plus pertinente dans leurs projets et interrogations.

Je vous demande d'approuver la création d'un poste permanent de gestionnaire financier et de m'autoriser à procéder au recrutement d'un agent qui sera affecté à cet emploi et à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération, et d'inscrire, bien sûr, au budget les crédits correspondants. Il convient d'en délibérer.

J'annonce également l'arrivée de Madame LÉCÉA à notre assemblée.

Des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci, adopté.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à la majorité**

FINANCES

6 – Compte administratif 2024 Budget annexe assainissement (Modification) – Annexe

M. FORCADA : Christine BÉNET pour le suivant, compte administratif.

Mme BÉNET : Bonsoir tout le monde. Compte administratif 2024 Budget annexe assainissement, je vous fais grâce des « vu ».

Cette délibération annule et remplace la délibération n° 2025-35.

Une erreur matérielle s'était mise sur le tableau au niveau du reste à réaliser. La somme de 740 707,63 € était inscrite, mais cela n'a rien changé au résultat définitif.

Conformément aux articles du Code des Collectivités Territoriales, le Conseil municipal doit voter le Compte administratif Budget annexe Assainissement 2024 présenté par le Maire avant le 30 juin 2025. Et dans les séances où le Compte administratif du Maire est débattu, le Conseil municipal élit son président. Dans ce cas, le maire peut assister à la discussion, mais doit se retirer de la salle au moment du vote.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal de se prononcer sur les résultats du Compte administratif 2024, Budget annexe Assainissement, selon les données modifiées exposées ci-dessous :

- Section d'investissement, au niveau des résultats définitifs, nous avons un excédent de 70 017,52 €
- Au niveau de la section fonctionnement, résultats définitifs : 327 908 €
- Donc, un ensemble en excédent de 397 925,52 €

Des remarques ? M. DENARD.

M. DENARD : Mesdames et messieurs, bonsoir. Oui, alors nous souhaitons réagir sur cette modification, puisque c'est une modification.

Mme BÉNET : Tout à fait.

M. DENARD : Nous l'avions voté le 4 avril dernier et nous revenons sur l'ouvrage aujourd'hui. Alors, plusieurs choses. Sur le fond, on ne veut pas faire une démonstration sémantique de droit, mais il nous semble que seul le juge peut annuler une délibération. Le terme adéquat eût donc été « abroger » au lieu de « annuler ». Bon, on ne va pas faire une interprétation abusive, mais enfin, il fallait le faire remarquer. Ça, c'était sur la forme. Sur le fond, là, plusieurs choses. Une fois encore...

Mme BÉNET : Monsieur DENARD, quelle est la question, s'il vous plaît ?

M. DENARD : Attendez, vous me laissez parler ? Je ne vous interromps pas, vous me laissez parler. C'est le droit d'usage d'un conseiller municipal lors d'un débat au Conseil municipal. Vous me laissez parler.

Mme BÉNET : Mais c'est la même délibération que la dernière fois, sauf une erreur sur le tableau.

M. DENARD : Non, ce n'est pas la même énumération. Oui, mais vous me laissez parler, parce qu'il y a beaucoup de choses qui sont encore fausses.

Mme BÉNET : Eh bien, alors on vous écoute pour voir.

M. DENARD : Voilà. Alors sur le fond, Monsieur le Maire, encore une fois, vous présentez des résultats qui sont faux, archi-faux. À la lecture des résultats de la page « vue d'ensemble » du compte administratif voté lors de la séance du 4 avril dernier, nous constatons un excédent reporté de 278 105,14 €. Dans votre tableau sur la délibération, vous inscrivez 375 488,55 €. Quatre points d'exclamation ! Mais d'où sortez-vous ces chiffres ?

Nous constatons, page « vue d'ensemble » du compte administratif, pareil, qu'on a voté le 4 avril, les dépenses de fonctionnement : 333 011,93 €. Dans votre tableau, vous inscrivez 375 488,55 €. D'où sortez-vous ces chiffres ? Nous voulons comprendre. Simplement, on veut comprendre.

Par ailleurs, vous nous demandez d'attester la sincérité des restes à réaliser. Encore une fois, nous constatons que ces restes à réaliser sont insincères.

Page « vue d'ensemble » du compte administratif voté lors de la séance dernière, nous constatons des restes à réaliser en dépenses d'investissement de 159 779,06 €. Dans votre tableau, vous n'indiquez rien du tout, c'est-à-dire 0 €. C'est encore un tour de magie, on n'y comprend rien. Donc vu cela, nous voterons contre cette délibération et bien entendu, nous saisirons le juge en vue d'une annulation.

Mme BÉNET : Très bien. On passe au vote.

Monsieur le Maire, Monsieur FORCADA, s'étant retiré de la salle, il est demandé au Conseil municipal :

- 1) De donner acte de la présentation faite de la modification du Compte administratif 2024 Budget annexe Assainissement.
- 2) De constater la Comptabilité principale, les identités de valeurs avec les indications du Compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes.
- 3) De reconnaître la sincérité des restes à réaliser.
- 4) De voter et arrêter les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Il convient d'en délibérer. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté. Monsieur le Maire, vous pouvez revenir.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré**

Approuve à la majorité

7 – État des indemnités des élus – Annexe

M. FORCADA : Dossier numéro sept : état des indemnités des élus. Vous avez pris connaissance en annexe de la totalité de tous les conseillers.

Vu la loi Engagement et Proximité du 27 décembre 2019, et notamment ses articles 92 et 93 imposant des obligations de transparence en matière d'indemnités perçues par les élus locaux ;

Vu l'article L. 2123-24-1-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Il résulte des dispositions de la loi Engagement et Proximité que, chaque année, les communes, les départements, les régions et les EPCI à fiscalité propre doivent, par mesure de transparence, établir un état de l'ensemble des indemnités, libellées en euro, dont bénéficient les élus siégeant dans leur conseil, au titre de l'ensemble de leurs responsabilités, y compris au sein des sociétés locales ou syndicats au sens des livres VII et VIII.

Cet état est communiqué chaque année aux conseillers municipaux avant l'examen du budget de la commune.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal de bien vouloir prendre acte de l'état annexé à la présente.

8 – Budget principal et Budgets annexes Eau potable et Assainissement 2025 et consolidation – Annexes

M. FORCADA : Dossier numéro huit, le budget principal et budgets annexes Eau potable et Assainissement 2025 et consolidation qui suivra.

Mesdames, Messieurs les élus, je souhaite revenir brièvement sur la maquette budgétaire qui vous est aujourd'hui soumise au vote. Comme vous le savez, une première version du projet de budget 2025 a été transmise dans les délais légaux. Il s'agissait bien d'un projet, c'est-à-dire d'un document de travail destiné à évoluer au fil des informations portées à notre connaissance, notamment celles concernant certaines règles spécifiques.

C'est précisément ce qui s'est produit, notamment avec les données relatives au service incendie pour un montant de 666 131,03 €. D'ailleurs, sur le plan uniquement technique, les plus attentifs aux différents aspects comptables l'auront sans doute relevé dans le projet initial, la ligne 6553 dédiée au service incendie était affichée à zéro. Cette ligne a naturellement été mise à jour dans la version finalisée qui vous est soumise aujourd'hui et elle comporte désormais le montant actualisé de 666 131,03 €.

Aussi, je tiens à vous rassurer, cette évolution ne remet nullement en cause la régularité ou la sincérité du document budgétaire, et cela pour une raison essentielle que je souhaite rappeler ici. Nous votons le budget par chapitre et non par article. En effet, conformément à l'article L.2311-1 du Code général des collectivités territoriales, dans les communes de 3 500 habitants et plus, le budget est voté par chapitre. Il peut être voté par article uniquement si le Conseil municipal en décide expressément.

Ce choix du vote au chapitre offre une souplesse de gestion à l'exécutif local, car lorsqu'on vote au chapitre, les crédits peuvent être réaffectés librement entre les articles d'un même chapitre, ce qui permet d'ajuster les montants en fonction des données réelles qui nous parviennent en cours d'élaboration ou d'exécution du budget, tout en respectant les grands équilibres budgétaires.

Dans notre cas, le chapitre concerné comportait des crédits suffisants pour intégrer le montant dédié au service incendie. Il n'y a donc eu ni dépassement ni nécessité de modifier le cadre du budget tel qu'il est présenté aujourd'hui.

La maquette budgétaire que vous avez sous les yeux a donc été mise à jour avec rigueur et transparence, en tenant compte de l'ensemble des informations disponibles au moment de la finalisation. Et elle respecte l'ensemble des règles légales et comptables en vigueur. C'est cette version consolidée et conforme que nous vous proposons aujourd'hui de soumettre au vote. Je vous remercie pour votre attention et votre engagement dans cette discussion budgétaire essentielle à notre collectivité.

Avec les tableaux qui vont défiler, en application de l'article L.2313-1 du Code général des collectivités territoriales, une note synthétique des budgets primitifs de la commune est jointe à ces budgets et à la décision du Conseil municipal. Ce document, exigé par la loi, présente de manière concise les informations financières importantes pour que les habitants puissent comprendre les enjeux budgétaires. Conformément à cet article, cette note sera publiée sur le site internet de la mairie après le vote du

Conseil municipal dans les délais prévus par la réglementation. Cette démarche vise à assurer la transparence et l'information des citoyens sur la gestion financière de la commune.

Deux parties composent le budget communal :

- La section de fonctionnement qui sert à payer les dépenses habituelles de la ville, notamment les salaires des employés, l'entretien des bâtiments comme les écoles ou la mairie, et les services pour les habitants comme la cantine et les activités après l'école.
- La section d'investissement est pour les projets importants et biens durables.

En résumé, une partie du budget répond au fonctionnement quotidien de notre collectivité et l'autre partie contribue à investir sur le long terme.

Le budget primitif 2025 de la commune de Léznigan-Corbières a été élaboré en tenant compte du contexte économique actuel. Toutefois, notre collectivité entend saisir cette conjoncture pour poursuivre ses actions au bénéfice de ses administrés et mener à bien ses projets. Au cours de l'exercice 2025, une gestion rigoureuse des dépenses de fonctionnement demeurera une priorité dans ce contexte économique. Parallèlement, la commune prévoit de maintenir une politique d'investissement orientée vers le développement futur de la collectivité.

Malgré ce contexte difficile, il convient de souligner que la municipalité a pris la décision de ne pas procéder à une augmentation des taux d'imposition locaux pour l'année 2025, et ce, tout en maintenant un ambitieux programme d'investissement. Ainsi, la Ville réaffirme sa volonté de concilier la poursuite de son développement avec notamment sa volonté d'aider les entreprises locales et de veiller à la préservation du pouvoir d'achat de ses administrés.

L'élaboration de ce budget primitif a été guidée par une approche prospective et un engagement envers la réalisation des objectifs communaux. La combinaison d'une gestion budgétaire maîtrisée et d'une politique d'investissement dynamique constitue le fondement de ses prévisions financières.

La section de fonctionnement avec les charges. Le budget de fonctionnement prévu pour 2025 est plus élevé de 37,42 % par rapport à ce qui a été réellement dépensé en 2024.

Parmi les principaux éléments, nous pouvons citer :

- Les frais généraux (le chapitre 011) pour 3 846 130 €, soit une augmentation de 2,47 %. Cette hausse tient compte de l'inflation attendue, environ 1,7 %, et des incertitudes économiques mondiales, même si certaines énergies devraient coûter moins cher. Parmi les postes concernés, nous pouvons citer les fournitures diverses, l'énergie, les assurances, l'entretien.
- Pour le chapitre 012, c'est-à-dire les salaires : 7 095 000 €, soit une augmentation de 8,4 % due aux changements dans l'organisation des services suite aux départs de certains employés. Ces changements ont permis de mieux appréhender le fonctionnement des services et maintenir un niveau de service public de bonne qualité. Parallèlement, rappelons l'augmentation des cotisations à payer sur les retraites et une augmentation de l'assurance statutaire des employés. Autres charges comprises dans ce chapitre : la formation du personnel.
- Le chapitre 014, c'est la réduction de charges, donc 50 000 € afin de mandater les dégrèvements de la taxe d'habitation pour les locations vacantes et l'exonération des jeunes agriculteurs.
- Le chapitre 65, les autres dépenses courantes pour 2 044 120,76 €, comprenant notamment les subventions aux associations, la rémunération des élus et la participation au financement des pompiers, le SDIS pour un montant de 666 000 €. En outre, s'agissant des subventions aux associations, le montant est de 600 000 €.
- Les frais financiers pour le chapitre 66 à 288 241 € pour payer, bien sûr, les intérêts des prêts.
- Les dépenses exceptionnelles, chapitre 67 : 5 000 € pour faire face à d'éventuels imprévus, notamment les charges liées à des événements non récurrents, donc imprévisibles.
- Le chapitre 68 : 69 900 € relatifs aux amortissements après la reprise sur provisions effectuée en 2024.

Il y a aussi des dépenses qui sont liées à des opérations comptables entre les différentes parties du budget :

- Opérations entre section, chapitre 042 pour 414 420,88 € qui correspondent à la perte de valeur, c'est-à-dire les amortissements des investissements faits les années précédentes.
- Le transfert de la partie investissement du budget, le chapitre 023, comme il se fait habituellement : 5 455 375,38 €, virement de la section de fonctionnement vers la section d'investissement.

Pour les recettes, le principe de prudence budgétaire a été appliqué sur les différents chapitres. Au niveau des dépenses, les prévisions de recettes, quant à elles hors opérations d'ordre, retracent une hausse des recettes et fiscalité à percevoir sur l'exercice 2025, soit + 9,6 %.

Parmi les principaux points, nous trouvons :

- L'aide et remboursement (le chapitre 013) : 155 500 € sont provisionnés. Donc les subventions pour Petites Villes de Demain, Maison France Services, postes d'adultes relais, de médiation, et les remboursements prévus par l'assurance du personnel.
- Chapitre 70, c'est le produit des services : 454 900 € concernant des services comme la cantine scolaire, les activités pour les enfants après l'école, la garderie, les études surveillées, les bus scolaires, la piscine, l'aérodrome, les droits de places.
- Chapitre 73, impôts et taxes : 9 533 426 € provenant des impôts, principalement des taxes sur les propriétés bâties et non bâties et des attributions de compensation
- L'aide financière de l'État et d'autres organismes pour le chapitre 74 : 4 036 609 € qui sont attendues sous forme de dotations et de participations financières.
- Chapitre 75 pour les autres revenus courants : 268 680 € qui devraient être perçus grâce aux loyers et aux frais pour les permis de louer. C'est entre 250 et jusqu'à 300 actions qui sont menées annuellement et donc un assainissement aussi de ce foncier qui laissait tant à désirer.
- Revenu exceptionnel pour le chapitre 77 : 5 000 € sont prévus pour des remboursements d'assurance ou d'impôts par exemple.

Section d'investissement pour les dépenses (page 10) :

- Les opérations entre les différentes parties du budget, chapitre 040 pour 12 664 € qui correspondent aux travaux en régie et à l'amortissement des subventions d'investissement des années précédentes. Cependant, figurent en recettes de fonctionnement, bien entendu.
- Les opérations concernant le patrimoine de la ville, le chapitre 041, pour 311 071,99 €. Ce chapitre retrace les opérations d'ordre à l'intérieur de la section « basculement de frais d'études et d'insertion suivis de réalisation au compte de travaux correspondants ».
- Chapitre 10, c'est la dotation fonds divers pour 90 000 €. Cette somme est principalement destinée à rembourser à la Communauté de communes une partie de la taxe d'aménagement, une taxe sur les constructions perçues sur les zones d'activités économiques.
- Chapitre 16, on a le remboursement des emprunts. Ce chapitre matérialise le remboursement du capital des emprunts. Ce remboursement est estimé à 1 011 207 € pour 2025.

Le focus sur les dépenses d'équipement, très rapidement :

- L'acquisition de matériel qui est prévue pour 556 107,60 € : tondeuse, chariot, balayeuse important pour le nettoyage de la ville, de l'informatique, de la sonorisation.
- Pour les terrains et immeubles, on a 181 003,20 €.
- Pour les écoles : 76 254 €.
- Pour le reboisement et l'environnement : 36 000 €.
- La signalétique : 60 000 €.
- Équipements sportifs. 451 672 €, rénovation notamment de la pelouse du stade du Moulin.
- Cœur de ville : 450 902,40 €.
- Travaux de bâtiments communaux : 1 570 003,08 €. Il y a des toitures encore, on n'en finit pas. Menuiserie, subvention façade, église, etc.
- Les VRD pour 2 942 448 €.
- L'OPAH-RU pour l'aide qui se cumulera avec l'ANAH et peut-être celle de l'intercommunalité : 228 591,16 € qui seront attribués bien sûr à tous les bénéficiaires qui feront des travaux dans quelque temps dans leur maison qui pour la plupart sont insalubres.
- Les opérations non affectées pour 15 000 €.
- Et la vidéosurveillance : 60 960 €.

Pour un total de 6 628 941,44 €.

Sur ce plan pluriannuel d'investissement, on a vu les grandes masses.

Les recettes (page 12) :

- Le chapitre 10, dotation, fonds divers et réserves pour 647 300 €, incluant le fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée, la taxe locale d'aménagement et la taxe locale d'équipement.
- Le chapitre 16, emprunt et dette assimilée. Alors là, c'est un tout petit montant, mais il faut le mentionner : 660 €. C'est à la suite des loyers que nous percevons et donc c'est bien sûr la caution qui a été encaissée pour ce montant-là.
- Les recettes d'ordre d'investissement, le chapitre 021, virement de la section de fonctionnement, je dirais comme d'habitude : 5 455 000 €. Ces opérations sont enregistrées à la fois comme dépenses de fonctionnement et bien sûr recettes d'investissement.
- Le chapitre 040, pour les opérations d'ordre entre section : 414 000 € qui correspondent à la comptabilisation de l'usure des investissements réalisés les années précédentes et pour l'année en cours.
- Le chapitre 041, les opérations patrimoniales, pour 311 000 €, contrepartie des opérations enregistrées en dépenses d'investissement au chapitre 041.
- Et l'affectation du résultat, bien entendu, qui est de 583 800 € pour 2024.

Un budget primitif annexe eau potable avec une section de fonctionnement en dépenses et en recettes équilibré à 1 443 902,65 € et en investissement 1 411 691,83 €. Donc totalisation du budget à 2 855 594,48 € en dépenses et recettes.

Pour ce budget annexe eau potable, vous avez des dépenses de fonctionnement. Les prévisions de dépenses réelles de fonctionnement sont en hausse. Cette augmentation se justifie par le report de la réalisation des travaux du Cours République qui vont impacter la section d'investissement, mais aussi la section de fonctionnement. Et un virement de la section fonctionnement à la section investissement pour 1 212 000 € afin de financer les projets d'envergure.

Vous avez les charges à caractère général pour 123 000 € en 2025. C'est le transfert de compétence eau potable RéSeau11. Et les intérêts de la dette qui diminuent puisque quand on transfère, on transfère aussi les engagements. Voilà ce que j'ai pour les dépenses.

Les recettes, toujours pour le budget annexe eau potable. Montant total des recettes de fonctionnement avec une précision pour ce qui a été réalisé en 2024. En fait ce n'est pas sur 12 mois, mais sur 18 mois puisqu'il y a un rattrapage du décalage des versements des redevances. Donc en fait, le montant de 737 462,72 € en recettes réelles est gonflé puisque fatalement ce n'était pas 12 mois, c'était 18. Donc on le ramène à douze mois et on se retrouve en 2025 avec 564 300 €. Donc le total des recettes de fonctionnement est de 1 443 902,65 € pour le budget prévisionnel 2025.

Section investissement pour l'eau potable : 1 411 691,83 €. N'oubliez pas que ce sont toujours bien sûr les travaux du Cours de la République. Et l'annuité de l'emprunt est projetée pour 2025 avec 128 765,51 € pour le capital et pour les charges d'intérêt 40 307,04 €.

La section d'investissement recettes, 1 411 691,83 €, qui nous permet de faire face aux besoins des travaux qui sont envisagés et qui sont en cours.

Au niveau des charges de fonctionnement, on observe un basculement des charges de personnel vers les charges à caractère général. Mais je vous l'ai dit, en raison du transfert à RéSeau11. Et pour mémoire, en 2024, il avait été budgétisé 125 000 €, mais seuls 27 000 € ont été mandatés. En raison donc du transfert de compétence, on note une baisse des amortissements. Et enfin, le transfert de compétences à RéSeau11 ayant entraîné un transfert des emprunts, on notera notamment une baisse des remboursements d'emprunt.

Pour ce budget primitif assainissement, nous allons avoir aussi une synthèse équilibrée à 1 439 794,63 € en dépenses. Et recettes, 720 783 € pour la section de fonctionnement. Et pour l'investissement, 719 011,63 €.

Sur ce budget annexe assainissement, les dépenses de fonctionnement. L'importante différence entre le CA 2024 et le budget prévisionnel 2025 s'explique ici par un virement à la section d'investissement pour la somme de 360 000 €, d'où un montant bien entendu qui est doublé par rapport à celui de 2024.

Les recettes de fonctionnement pour ce budget annexe assainissement, qui s'évaluent à 720 783 €, dans l'image du budget 2024. Tout en restant prudent dans sa perception des recettes, le budget 2025 souhaite montrer davantage d'optimisme. Une seule chose, c'est la dotation et participation dans le chapitre 74, qui est l'agence de l'eau, qui est à zéro pour 2025 puisque fatalement nous n'avons aucune confirmation

de la contribution de cette agence, alors que l'an dernier c'était 51 817,47 €. Ce sera une bonne nouvelle quand on l'aura.

Les dépenses d'investissement, toujours pour le budget de l'assainissement. Ces dépenses d'investissement seront un budget prévisionnel de 719 011,63 €, pour 612 753,70 € en 2024. Donc l'annuité projetée pour le financement par l'emprunt, c'est 95 264 €, donc 93 801,90 € de capital et 13 739,21 € d'intérêts dont la majeure partie des investissements concernera la réfection des réseaux dans le cadre du réaménagement du Cours de la République, mais aussi d'autres surprises. Puisque vous l'avez vu, vous l'avez constaté au rond-point de la rue Guynemer, on a eu des surprises et on est obligé de refaire toute la canalisation jusqu'au Cours de la République. Donc, la rue Guynemer va encore subir les fouilles nécessaires pour pouvoir réaliser tous les travaux.

Pour le budget annexe, donc toujours recettes d'investissement, on est à 719 011,63 €. C'est toujours pareil s'agissant des recettes d'investissement, le virement de 371 000 € de la part de la section de fonctionnement. On était à 392 759,98 € en 2024.

Donc pour cet ensemble, sur le budget principal, on a un montant total de 19 268 167,22 € pour le fonctionnement, 8 053 884,43 € pour les investissements. Donc, un total de 27 322 051,65 €. Sur le budget annexe eau potable. En fonctionnement, nous avons 1 443 902,65 €. En investissement, 1 411 691,83 €. Soit un total de 2 855 594,48 €. Et un budget assainissement de fonctionnement de 720 783 €. Investissement 719 011,63 € et pour le total de 1 439 794,63 €. Ce qui fait une consolidation en fonctionnement pour 21 432 852,87 € pour le fonctionnement et pour l'investissement à 10 184 587,89 €, pour un total global de 31 617 440,76 €.

Il est demandé au Conseil municipal d'approuver le budget 2025, d'approuver le budget annexe de l'eau potable, budget principal, budget eau potable, et bien sûr, le budget annexe assainissement 2025.

Il convient d'en délibérer.

Des questions ? Le micro pour M. DENARD, s'il vous plaît.

M. DENARD : Merci, Monsieur le Maire. Donc pour ce vote du budget principal, nous avons relevé des points qui nous inquiètent. Alors, vous nous avez fait mention au début de votre intervention sur la modification concernant le compte 6553 qui concerne le versement du contingent d'incendie à payer au Service départemental d'incendie et de secours. Nous sommes rassurés parce que quand même, les pompiers, il faut les payer. Initialement, sur le document, il était marqué 0 €. Alors, on s'est effrayé quand même.

M. FORCADA : C'était dans le global.

M. DENARD : Non, mais dans le document du budget, il y avait marqué « 0 € », il n'y avait rien. Donc 0 €, c'est 0 €.

M. FORCADA : Mais il était dans le global.

M. DENARD : Peut-être. Mais sur le document, il n'y était pas. D'accord ? Voilà. Donc vous l'avez modifié, c'est tant mieux, tant mieux pour les pompiers. Surtout que le Service départemental d'incendie et de secours, comme ressources, il compte beaucoup sur les collectivités territoriales, notamment le Conseil départemental, mais également toutes les communes du département. C'est une obligation légale. Donc, ce n'est pas compliqué, il faut payer.

M. FORCADA : Et la question, c'est quoi M. DENARD ?

M. DENARD : Oui, mais je vais vous la donner, la question. D'ailleurs, je n'en ai pas une, j'en ai plusieurs, vous voyez.

Page 58 du budget, nous sommes troublés de constater que vous avez budgété sur le compte 65888, c'est le compte « autres charges de gestion », une somme de plus d'un million d'euros. C'est conséquent quand même, 1 million d'euros. C'est exactement 1 021 820,76 €. Et vous l'avez budgétée sans aucune explication dans le rapport d'orientation budgétaire. Pas plus d'explications dans la note de synthèse jointe au budget. Rien, nous sommes des élus dans le brouillard total.

Ensuite, toujours dans les dépenses de fonctionnement, nous constatons une évolution démesurée du chapitre personnel. En trois ans, ce poste a évolué de près de 900 000 €. Quand même, 900 000 €. Que vous justifiez dans votre note de synthèse, et là je vous cite : « les principales évolutions sont liées à l'impact en année pleine de la prise en compte des réorganisations des services, rendues nécessaires par le départ de certains agents. » Alors, j'ai envie de vous poser la question, puisque vous me le demandez souvent : pourquoi tant d'agents quittent les services de la ville ? De fait, nous constatons qu'à service rendu égal, parfois dégradé, cette réorganisation coûte en trois ans plus de 900 000 € aux contribuables lézignanais.

M. FORCADA : Vous pourriez vous réjouir pour le personnel.

M. DENARD : Pourquoi pour personnel ?

M. FORCADA : Vous me parlez de l'augmentation des frais de personnel.

M. DENARD : Oui, mais ça coûte à la ville. Ça coûte pour le budget, ça coûte pour les habitants de Lézignan.

M. FORCADA : Oui, mais quand on fait travailler le personnel, il faut le payer.

M. DENARD : Oui, mais il faut justifier une augmentation de 900 000 € en trois ans quand même. Bon, je vais continuer. En dépenses d'investissement, que dire si ce n'est de constater la traduction budgétaire de promesses qui ne seront bien évidemment pas tenues ? En définitive, on va résumer : ce budget est insincère, il traduit un immobilisme généralisé, nous voterons contre ce budget.

M. FORCADA : Merci pour la question.

M. DENARD : Vous n'avez pas répondu.

M. FORCADA : Alors, je vais donner juste une précision à M. DENARD quand même. Parce que sur les dépenses de fonctionnement, vous avez parlé du SDIS tout à l'heure. C'est le montant qui était à l'intérieur du chapitre, les 666 000 €, dont vous dites que ça a augmenté de plus d'un million, c'est donc les 666 000 € du chapitre concernant le SDIS qu'on ventile. Donc, je vous ai dit que c'était prévu dans la globalité et il faut rentrer dans les chapitres.

M. DENARD : Et sur le document...

M. FORCADA : C'est tout, je vous ai répondu. M. FUMET maintenant.

(Rires dans la salle.)

M. FORCADA : Je demande au public de ne pas avoir de mouvement d'humeur, s'il vous plaît. Je rappelle que c'est le respect de cette assemblée. M. FUMET, question.

M. FUMET : Merci, Monsieur le Maire. Je ne reviendrai pas sur ce qu'a présenté M. DENARD au nom de la liste « Expérience et progrès ». Nous avons pu aussi constater l'insincérité des restes à réaliser et du report erroné du résultat comptable. Le tribunal tranchera.

Nous notons également dans la note de synthèse et le projet de budget l'absence des ratios financiers obligatoires, comme ceux concernant la dette par habitant.

Par ailleurs, nous nous étonnons de l'ampleur des nouveaux crédits de dépenses d'investissement. Certes, certains dossiers sont déjà engagés en 2024, comme l'immeuble Perruchot, poste de police ou le Cours de la République. Mais qu'en est-il des autres projets inscrits : équipements sportifs, OPAH, églises, écoles, voirie ? Quand comptez-vous lancer les marchés de travaux ? Doit-on encore attendre le lancement des études ?

Monsieur le Maire, cela fait cinq ans que nous attendons. Cinq ans d'immobilisme, cinq ans de promesses non tenues. Je vais prendre un exemple éclairant : le préau de l'école Dolto en face de la crèche Jacqueline Aribaud, qui a été démolie depuis plusieurs années. Un lieu laissé totalement en jachère alors que désormais, pour vous et votre équipe, veille d'élection, cela devient miraculeusement un dossier prioritaire. Personne n'est dupe. Un conseil : dépêchez-vous, car nous sommes déjà à la mi-avril et pour l'instant, pas de nouveaux travaux lancés à l'horizon.

Quant aux recettes d'investissement, je dois avouer ma surprise et mon étonnement à la lecture des recettes inscrites dans le budget. Je note que vous n'avez prévu aucune subvention pour financer des investissements nouveaux. Mais avez-vous au moins déposé, optimisé les dossiers de demandes auprès des financeurs ? Vos projets dont vous faites étalage sont-ils réellement bien ficelés ?

J'avais aussi noté bien sûr les 660 € de prêt qui m'étonnaient beaucoup. Vous m'avez amené la réponse sur la caution. Ceci étant, c'était réellement inquiétant.

Mais je suis prêt à faire mon mea-culpa, car je constate que vous vous convertissez peut-être enfin à l'orthodoxie financière. Vous savez, Monsieur le Maire, cette orthodoxie financière qui consiste à emprunter avec parcimonie, cette orthodoxie financière qui consiste à emprunter en bon père de famille, cette orthodoxie financière qui consiste enfin à emprunter sans anticipation des besoins et éviter aussi aux contribuables lézignanais de payer des intérêts inutiles aux banques.

En conclusion, Monsieur le Maire, le budget est tout simplement insincère. Merci.

M. FORCADA : Oui, il y a des cours encore pour la finance, ce n'est pas un problème, je peux vous en donner. Par contre pour les ratios financiers, puisque vous dites que c'est absent, il faut regarder la page 4 du budget prévisionnel. Vous verrez qu'il y a des réponses.

Pour les recettes d'investissement, vous parlez des subventions. On inscrit les subventions quand on a ces dernières qui nous sont notifiées. Donc aujourd'hui, vous savez pertinemment que même les subventions qu'on a sollicitées, en tout cas pour le Cours de la République, auprès du département, nous ont été refusées. Donc, les lézignanais apprécieront. On verra bien ce qui se passera.

Sur le compte 65888, on a retiré la somme... Oui, ça c'était pour le budget. Pour les ratios, je n'ai pas autre chose. Après, sur votre appréciation globale du budget, on n'a pas de leçon à recevoir. Ça, je peux vous l'assurer. Mais je peux vous en donner.

Donc, je vous remercie. Et nous allons passer au vote. Qui est contre ? Levez les doigts. Bien haut. Merci. Qui s'abstient, s'il vous plaît ? Un, deux, trois. Merci. Adopté.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à la majorité**

9 – Fongibilité des crédits en fonctionnement et en investissement

M. FORCADA : Dossier numéro neuf, sur la fongibilité des crédits en fonctionnement et en investissement.

En adoptant la référence M57, les entités publiques locales peuvent bénéficier de nouvelles mesures d'assouplissement sur le plan budgétaire, notamment en matière de fongibilité des crédits. En effet, les assemblées délibérantes peuvent désormais déléguer à l'exécutif la possibilité de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre.

L'assemblée délibérante peut, à l'occasion du vote du budget, autoriser l'exécutif à procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre pour l'exercice auquel il se rapporte et être intégré dans une délibération budgétaire. Elle doit donc être renouvelée chaque année si l'assemblée délibérante souhaite la reconduire.

Dans ce cadre, l'assemblée délibérante fixe une limite aux virements de crédits autorisés entre chapitres, sous la forme d'un pourcentage du montant des dépenses réelles de chaque section, sans pouvoir excéder 7,5 %, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel. Les chapitres d'ordre 40 et 42 sont donc exclus du dispositif des virements de crédits et ne peuvent être ni abondés ni prélevés par virement de crédits.

Il est demandé au Conseil municipal :

- 1) D'autoriser Le Maire à procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5 % du montant des dépenses réelles de chacune des sections (fonctionnement et investissement) déterminées à l'occasion du Budget principal 2025.
- 2) Et de m'autoriser à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté, je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à la majorité**

10 – Fixation du taux de la surtaxe Eau potable pour l'exercice 2025

M. FORCADA : La fixation du taux de la surtaxe Eau potable pour l'exercice 2025. Cette surtaxe vise à financer les investissements supportés par la commune et est mis à la disposition du délégataire du service public.

Elle était de 0,60 €/m³ et elle passe à 0,61 €/m³, une augmentation de 0,01 €. Et d'ailleurs, je ne fais que le rappeler, puisque c'était une délibération du 19 décembre 2024 qui était déjà en prévision de cette augmentation et on le passe aujourd'hui au budget.

S'il n'y a pas de question là-dessus, je passe au vote. Une question de M. PÉNAVAIRE. Vous ne l'aviez pas prévue, mais je vous l'accorde. Relative à cette délibération, je vous avertis.

M. PÉNAVAIRE : Merci de m'avertir. Je ne savais pas qu'il fallait vous avertir des questions qu'on allait poser.

M. FORCADA : Vous avez le règlement, ce n'est pas moi qui l'ai inventé. Il date de très loin.

M. PÉNAVAIRE : Oui, il date de très loin. Et nous avons dû passer par le Préfet pour...

M. FORCADA : Alors, dites-moi votre question.

M. PÉNAVAIRE : Je voudrais intervenir sur le budget de l'eau potable.

M. FORCADA : C'est le taux de surtaxe Eau potable.

M. PÉNAVAIRE : Oui, c'est ça. Puisque c'est le budget de l'Eau potable. Et donc, sur ce budget...

M. FORCADA : C'est le taux.

M. PÉNAVAIRE : Oui, bah moi c'est le budget.

M. FORCADA : On passe au vote. Si ça ne vous va pas, la question est sur ce sujet-là. Je passe au vote. Qui est contre pour l'augmentation des 0,01 € ?

M. PÉNAVAIRE : Nous sommes obligés de quitter la salle dans ce cas.

M. FORCADA : Qui s'abstient ? Adopté, je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à la majorité**

Après le vote de cette délibération, huit conseillers municipaux des groupes « Expérience et Progrès Pour Lézignan » et « Lézignanais de cœur » sortent de la salle : Mme Béatrice ARNAUD, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, M. Freddy NOLOT, Mme Marie-Claude MARTINEZ, M. Thierry DENARD, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Bernard FUMET, Mme Sylvie FUMET. Dix-sept conseillers municipaux restent dans la salle ; le quorum étant toujours atteint, la séance se poursuit.

11 – Fixation du taux de la surtaxe Assainissement pour l'exercice 2025

M. FORCADA : Si vous ne voulez pas vous plier au règlement de ce Conseil municipal, il faudra faire des efforts. Je passe à la fixation du taux de la surtaxe Assainissement pour l'exercice 2025.

Mêmes conditions. Là, on n'augmente que de 0,009 € pour passer à 0,309 €/m³.

Messieurs-dames, après s'être éclaircis dans les participants, nous continuons le Conseil municipal. Le quorum est toujours atteint, donc nous allons le terminer.

Donc, j'ai demandé à passer au vote pour la fixation du taux de la surtaxe Assainissement. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

GESTION DU DOMAINE COMMUNAL

12 – Acquisition de la parcelle AO N° 381 en vue intégration future dans le domaine public communal (Modification) – Annexe

M. FORCADA : Acquisition de la parcelle, ça c'est M. MASUYER, s'il vous plaît.

M. MASUYER : Acquisition de la parcelle AO N° 381 en vue d'une intégration future dans le domaine public communal (modification).

Vu l'article du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la proposition de la société GB IMMO, agissant en tant que promoteur pour la construction de l'EHPAD ANTINEA, de céder à la commune la partie de l'unité foncière au-delà de l'alignement défini par l'arrêté municipal n° 2024-051 sur la rue Gérard Philippe représentant environ 137 m² aujourd'hui propriété de la SCI LEZIGNAN et cadastrée section AO n° 381 ;

Vu l'arrêté individuel d'alignement n° 2024-051, l'extrait du plan cadastral, les plans de division et l'acte de vente ;

Et vu la délibération n° 2024-115 du 22 octobre 2024 ;

La délibération n° 2024-115 approuvée par le Conseil municipal le 22 octobre 2024 doit être modifiée relativement au délai qui avait été fixé pour la réalisation des formalités notariales. En effet, il avait été mentionné que celles-ci devaient être effectuées avant le 31 décembre 2024. Afin de permettre la mise en œuvre de cette délibération, il est nécessaire de fixer ce délai à la date du 31 décembre 2025.

L'acquisition par la commune du terrain désigné, voué à intégrer le domaine public communal, permettra la construction d'un trottoir, en vue d'assurer la continuité piétonne sur le côté pair de la rue Gérard Philippe.

La cession de ce terrain est consentie par la SCI LÉZIGNAN pour un euro symbolique.

La totalité des frais d'acte et autres taxations liés à la cession de ce terrain sont à la charge du vendeur, étant précisé qu'il est prévu que la société GB IMMO cèdera également à terme et dans les mêmes conditions la parcelle cadastrée section AO n° 383.

Il est proposé au Conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à cet effet dont l'acte notarié à venir, étant précisé que l'acquisition devra être effective avant le 31 décembre 2025 ; dans le cas contraire la présente délibération deviendra caduque.

Des questions ?

Il convient d'en délibérer.

M. FORCADA : Pas de questions, je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité, merci.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

13 – Vente d'un bien immobilier communal – Parcelle cadastrée AE 284 – Annexe

M. FORCADA : Michel MASUYER, la suite, vente d'un bien immobilier communal.

M. MASUYER : Vente d'un bien immobilier communal, parcelle AE 284.

Vu le Code général des collectivités territoriales

Vu les articles du Code général de la propriété des personnes publiques

La commune de Lézignan-Corbières est propriétaire d'un appartement au sein de la copropriété ESTADAS sur la parcelle cadastrée section AE n° 284 d'une superficie de 76,85 m² et située 2 rue Arago. Cet appartement est vacant depuis plusieurs années.

Monsieur Hakim ISARTI, par courrier en date du 14 février 2025, a fait part à la Ville de son intérêt d'acquérir ledit bien immobilier.

Après plusieurs échanges, Monsieur ISARTI a proposé d'acquérir ce bien pour un montant de 14 000,00 € à des fins d'habitation principale.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

- 1) D'approuver la vente du bien immobilier cadastré section AE numéro 284 au prix de 14 000,00 € au bénéfice de Monsieur Hakim ISARTI, l'ensemble des frais de mutation et annexes étant à la charge du preneur,
- 2) D'autoriser Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération, notamment l'acte authentique qui sera établi par un notaire désigné par Monsieur ISARTI, et dont la signature devra intervenir dans les six mois. À défaut, l'offre de vente deviendra caduque.

Il convient d'en délibérer.

M. FORCADA : S'il n'y a pas de questions, je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité, merci.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

ÉNERGIE ET CLIMAT

14 – Motion relative à la réforme du cas « FACE » portée par le SYADEN et l'entente des syndicats d'énergies en région – Territoire d'énergie d'Occitanie (TEO)

M. FORCADA : Dernier dossier, pour M. Guy VIVES.

M. VIVES : Motion relative à la réforme du cas « FACÉ » portée par le SYADEN et l'entente des syndicats d'énergies en région – Territoire d'énergie d'Occitanie (TEO).

Ce système de financement, dont l'origine remonte à 1936, permettait le financement de l'entretien et de la modernisation des réseaux au moyen d'une ressource d'emploi provenant de l'utilisation des réseaux, et assurait une péréquation entre les zones urbaines et rurales. Dans le département de l'Aude, le Syndicat Audois d'Energies et du Numérique (SYADEN) est l'autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité en charge notamment de réaliser les investissements sur le réseau d'électricité au sein des zones d'électrification rurale au sens du classement du FACE. Ce sont ainsi 408 communes, sur les 433 que compte le département, qui sont bénéficiaires de ce financement pour réaliser des travaux

en matière d'électrification rurale. Ces investissements s'élèvent annuellement à environ 10 millions d'euros injectés dans l'économie locale par le SYADEN.

La modification de la loi conduit à ce que l'enveloppe des aides à l'électrification soit en partie financée par un prélèvement sur le produit national de l'accise sur l'électricité (TICFE). De nombreux syndicats départementaux d'énergie ont exprimé leur inquiétude face à cette réforme qui pourrait gravement affecter l'efficacité du service public de distribution d'électricité.

Dans ce contexte, lors de sa dernière conférence des Président(e)s qui s'est tenue le 13 février 2025 à Rivesaltes, l'Entente des syndicats départementaux d'énergie, Territoire d'Energie d'Occitanie a décidé d'approuver la motion ci-dessous afin que chaque syndicat puisse la relayer au sein de son territoire, en vue d'une adoption par chacune des communes pour porter celle-ci auprès des instances de l'État.

Dans ce contexte de développement des réseaux en zones rurales d'électrification pour accompagner le développement des territoires et accueillir les nouvelles installations de production d'électricité renouvelables nécessaires à la transition énergétique, le comité syndical du SYADEN réuni en date du 4 mars 2025, a adopté la motion portée par l'Entente TEO afin de la relayer pour approbation auprès des territoires de l'Aude dans l'optique d'interpeler les instances de l'État sur cette réforme impactante pour nos territoires.

Il est donc demandé au Conseil municipal :

- 1) D'adopter cette motion.
- 2) D'autoriser Monsieur le Maire à porter cette motion auprès des instances de l'État et en particulier solliciter le Préfet du département sur ce dossier.

M. FORCADA : Pas de questions pour le SYADIEN ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité, je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

M. FORCADA : Je vous souhaite une très bonne soirée, je lève la séance.

Monsieur le Maire lève la séance à 19 heures et 11 minutes.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité sans question ni observation**

Procès-verbal établi et clos le 22 mai 2025

Et ont les membres présents signé après lecture ainsi que M. le Président,

Pour extrait certifié conforme :

Le Maire,
Gérard FORCADA

Le secrétaire de séance,
Michel MASUYER

